

La Révolte

N°52

Juillet-Août 2019

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



Les rapports de force qui s'affichent à la veille du G20 qui se réunit en cette fin juin à Osaka, peut nous donner une idée de ce qui se décidera au G7 qui se déroulera à Biarritz dans deux mois. Car, si le G20 réunit les 20 plus grandes puissances économiques de la planète afin qu'elles accordent leurs voix, le G7, qui réunit les 7 premières puissances mondiales, sanctionne les décisions.

Les observateurs avertis ne manqueront pas de souligner la fragilité de l'Europe face à la politique menée par l'administration Trump au Moyen-Orient qui risque de faire augmenter le prix du baril de pétrole. Une perspective qui ne gênera pas – loin s'en faut – les USA qui sont redevenus le premier producteur mondial de pétrole grâce à la production de gaz de schiste.

D'autres noteront que les États-Unis et la Chine se livrent à un bras de fer qui peut annoncer une guerre commerciale dans les prochains mois. Les Américains tentent de contenir la montée en puissance de la Chine soit en l'isolant, soit en l'intégrant sous condition. Ils veulent profiter de l'actuelle faiblesse de l'économie chinoise pour imposer leurs vues.

Mais quels enseignements sur l'avenir de nos quotidiens pourrions-nous tirer de ses décryptages d'experts ? Nous nous résumerons ainsi : la valse des pays dans la géopolitique mondiale modifie leurs places sur la plaque de fonte qui leur sert d'échiquier et qui pèse sur nos épaules, sans jamais en alléger le poids.

Que reprochent les USA à la Chine ? De ne pas respecter les règles de l'OMC en obligeant les entreprises occidentales à transférer leurs technologies aux entreprises chinoises quand elles s'installent dans leur pays. Quelle que soit le résultat des négociations qui suivront, les délocalisations perdureront car elles ne sont jamais remises en question. Et, une fois de plus, le G20 se terminera par une déclaration « arrachée au forceps » qui réaffirmera le libre échange – principe qui sera respecté – et la volonté de réduire les gaz à effets de serre – qui restera un vœu pieu.

Pour le reste, une fois les rapports de force établis, le G7 fera sa petite tambouille interne sur la côte basque. Les États pourront alors continuer à aménager des voies de communications sacrifiant les populations et les territoires traversés pour permettre aux flux de marchandises d'être toujours plus rapides et volumineux. Cela provoquera une plus grande pollution et une raréfaction toujours plus sérieuse des énergies fossiles dont il faudra priver les plus pauvres. Et dans nos pays, les usines fermeront pour s'installer dans des dictatures où les salaires sont modiques. Il faudra peut-être avoir recours à des dictatures pour contenir les mécontentements dans certaines parties du monde. Mais ce n'est pas un problème, le processus est déjà en cours dans bon nombre de pays dit démocratiques (USA, Inde, Brésil, Russie, etc.). Et en France ? Le Medef voulait inviter Marion Maréchal Le Pen à sa prochaine université d'été... Étonnant, non ?

Des nouvelles du mouvement antifasciste Grec

« Les bonnes nouvelles ne vont jamais sans les mauvaises, et dans la mesure où j'avance dans mon travail, tout le reste est accessoire. » - Stefan Zweig

L'intense action antifasciste de l'espace social libre Favela au Pirée continue de gêner les groupes nazis du secteur. Cette fois, ils ont attaqué l'écrivain, poète et réalisateur franco-grec Yannis Youlountas, qui est présent de façon importante dans les luttes sociales en Grèce et en France. (...) Après s'être rendu au petit port, parmi une foule de personnes, Yannis Youlountas a continué à marcher un peu plus loin. Malheureusement, il ne s'est rendu compte que trop tard qu'il était suivi par quatre individus. Il a violemment été attaqué par les trois premiers, tandis que le quatrième surveillait la seule issue possible. L'agression a duré plusieurs minutes, sous un déluge de coups. Yannis a été secouru et transféré à l'hôpital avec des blessures à la tête et au corps. Encore une fois, cette embuscade est typique des attaques nazies qui, depuis la fermeture du local d'Aube Dorée dans le quartier de Nikaia à la suite du meurtre de Pavlos Fyssas, se sont déplacées dans cette zone du Pirée : c'était la nuit, c'était prévu, les auteurs ont frappé par surprise et ils sont ensuite partis tous ensemble. La victime, cette fois encore, a été prise pour cible en raison de son identité antifasciste bien connue. (...) Le 25 février 2018, à l'intérieur même de Favela, un commando d'Aube Dorée avait blessé 4 personnes, dont Eleftheria Tobatzoglou, l'avocate de la famille de Pavlos Fyssas, en criant aux agresseurs : « vous allez mourir, nous allons vous brûler ! »

« La seule chose que nous ayons à craindre est la peur elle-même », a écrit par la suite Yannis, annonçant publiquement qu'il était déterminé à continuer à se battre contre les néo-nazis. De son côté, Favela a écrit dans un communiqué : « Jamais nous n'avons eu peur ni songé à fuir devant les agressions, jamais nous n'avons reculé devant le serpent, au contraire, nous sommes résolus à le piétiner. »

Traduit de Efsyn/ seul journal indépendant Grec par Nikos

Mais bien sûr, et vous l'aurez compris avec la citation de S. Zweig, nous avons cependant une bonne nouvelle à annoncer. Nous partageons dans le dernier numéro de La Révolte un appel à soutien pour les compagnons du groupe Rouvikonas. Nikos et Giorgos devaient être emprisonnés pas le gouvernement Tsipras d'ici fin juin. Leur crime, avoir barbouillé le parlement grec avec un peu de peinture et donc tomber sous le coup d'une vieille loi inutilisée qui protège les bâtiments historiques. Le seul moyen de les sortir de cette « mauvaise passe » était de réussir à récolter les 30 000 € /personne en guise de dépôt de garantie (dix fois plus que le dépôt de garantie maximal habituel), ainsi que grosso- modo 6 000 €/pers au titre des frais d'avocats, amendes.... Or, malgré les manigances du gouvernement Tsipras ; c'était sans compter sur la solidarité internationale !

« Que de chemin parcouru depuis un mois ! Dans toute l'Europe et au-delà, durant la tournée avec Spiros, les congrès, les événements, les appels, les concerts, les cuisines de rue, les tee-shirts fabriqués d'urgence en Italie et à Athènes, les rebondissements jusqu'à mon agression (...) au Pirée. Nous n'avons rien lâché et nous sommes sur le point d'y arriver. Encore un immense merci à vous, quelle que soit votre participation, ne serait-ce qu'avoir fait tourner l'info ! Merci pour mes camarades, merci pour Rouvikonas et merci également pour la foule des opprimés qui n'en peut plus de cette société injuste et mortifère. »

Y. Youlountas

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

Des élections européennes à une nouvelle société

Article personnel d'un militant du syndicat ne représentant pas la totalité de ses adhérents

Les résultats des élections européennes sont enfin tombés ! Je ne suis pas un politologue mais pourquoi ne pas tenter de les analyser malgré le caractère aléatoire de l'exercice. Premier constat : seuls 3,28% (564 717 voix pour le PCF et 176 436 voix pour LO) des électeurs sont anti-capitalistes, et c'est une bonne nouvelle !!!! Pourquoi ce chiffre ? C'est le résultat du Parti Communiste Français et de Lutte Ouvrière.

Le Parti Communiste Français est la seule organisation qui malgré son ancienne expérience gouvernementale a encore des velléités de destruction du capitalisme (LO est révolutionnaire, mais son histoire est différente). Néanmoins, je vous rassure je n'ai jamais voté pour ce parti de ma vie ; je considère qu'il a détruit chez les prolétaires le désir de communisme. Je suis communiste et c'est mon idéal de société. Leur collaboration antérieure avec le Stalinisme dont l'un des objectifs était la suppression d'un communisme anti-autoritaire aurait dû les disqualifier auprès des travailleurs.

Certains peuvent m'opposer que pour l'extrême-gauche, se présenter aux élections c'est un moyen de faire de la propagande. Je reconnais que lors de la dernière élection présidentielle, le camarade bordelais du NPA a eu des réparties excellentes lors des débats télévisés... Malheureusement, je persiste à penser que cette forme de propagande maintient les travailleurs dans l'état de spectateurs et non comme acteurs d'une transformation radicale...

Ensuite, viennent les 60,2% (13 340 379 de voix exprimés) des électeurs français qui sont des gros cons réactionnaires voulant conserver le capitalisme soit en le maintenant tel qu'il est (LREM - Macron, LR et UDI) soit en dénonçant les plus démunis (Le pen+ Dupont+ Asselineau). Cette deuxième engeance est vraiment dégueulasse, elle prétend que le problème n'est pas le système économique, mais les plus pauvres qui voudraient en profiter. Elle dénonce les immigrés, les fraudeurs du système social sans jamais souligner que les plus gros voleurs sont les patrons qui mettent en péril le système de protection sociale. Jamais je n'ai entendu la droite alternative causer du nombre de morts ou de blessés par le travail. Par contre, je les ai entendues faire des gorges chaudes pour 35 pauvres types qui au péril de leur vie ont traversé la Méditerranée sur un matelas pneumatique pour fuir la misère, sans dénoncer que 80 personnes se partagent aujourd'hui la même richesse que 3,5 milliards d'individus, et que 80% de la population mondiale se partage 5,5% de la richesse selon OXFAM en 2015. Ces chefs de parti sont des salopards qui au lieu de montrer le problème, se contentent de décrier les conséquences d'un système en manipulant les faits pour diviser les prolétaires.

29,18%(6 624 432 des voix exprimées) des électeurs sont des Avec trois listes socialistes, le PS éclaté parvient à faire 15,76%. Le PS «pété» et les écologistes sont des capitalistes voulant la pérennité du capitalisme en lui permettant d'atténuer ses défauts comme par exemple la concentration des richesses... Ces organisations ne sont que des faire-valoir du système. Puis comme disait mon grand-père : «dès que les socialistes arrivent au pouvoir, ils trahissent !» . On peut se rappeler que Jacques Delors père de Martine Aubry, ministre de l'économie socialiste en 1984 a abrogé la loi bancaire du 2 décembre 1945, qui distinguait les banques d'investissement des banques de détail ou de dépôt, ouvrant la voie aux banques généralisées. Les socialistes français étaient en avance sur les américains car Clinton ne le fera qu'en 1999. Cette pratique est l'une des causes de la crise de 2008. La dette générée à l'époque nous continuons à la payer aux plus riches..Avec moins d'actualité, on peut se rappeler que cette réforme engendrera le scandale de la Société Générale du début des années 90 et celui du Crédit Lyonnais.

Puis n'oublions pas leur loi travail de 2016...

Il est à noter que 1 077 028 personnes ont voté nul ou blanc soit 4,54% des électeurs. Par conséquent, sur 47 344 735 inscrits, 22 654 224 se sont réellement exprimés soit 47,85% des inscrits.

« Voter c'est abdiquer » comme l'a écrit Élisée Reclus, « si Voter pouvait changer les choses, cela serait interdit » comme l'a crié Emma Goldman. Les élections aujourd'hui n'intéressent que les conservateurs.

Les changements sociaux radicaux viendront d'en bas. A la CNT, nous avons choisi la voie de l'anarchosyndicalisme, celle où nous devons discuter avec les collègues pour s'organiser avec eux, sans intermédiaire, sans chef. Nous refusons de participer aux élections professionnelles puisque obligatoirement, nous devrions désigner un chef de notre syndicat ou au sein de chaque section syndicale. Nous préférons résoudre les problèmes collectivement pour apprendre à gérer la boîte quand nous aurons à virer le patron. Jamais un patron n'est parti après une élection, par contre, après une réappropriation des moyens de production par les travailleurs : oui.

L'humanité crée actuellement plus de richesses qu'elle en a besoin, seule une gestion par les travailleurs permettra une meilleure rationalité et de ne plus enrichir les capitalistes, seuls vrais parasites de notre monde. Notre gestion sera plus rationnelle et plus équitable que celle donnée en exemple aujourd'hui à nos enfants. Le système actuel est amoral puisque basé sur l'escroquerie permanente des uns et des autres. L'argent est créé sans lien avec une valeur réelle.

Évidemment, il est important de distinguer les notions d'élection et de vote, mais cela fera l'objet d'un autre article..

Le partage des richesses ne se fera pas par le vote.

Malaventura

NON à la militarisation de la jeunesse... que ce soit par l'instauration d'un Service National Universel ou autrement !

Le 4 mars 2019, un premier contingent de 3 000 jeunes filles et jeunes garçons était recruté en France ; le président Emmanuel Macron tenant ainsi une promesse du candidat Macron qui souhaitait le rétablissement d'un service national « de durée courte, obligatoire et universel encadré par les armées et la Gendarmerie nationale ». Il précisait : « Ce service national permettra aussi de disposer, en cas de crise, d'un réservoir mobilisable complémentaire de la garde nationale ». Pour rappel, le SNU ou semblant de SNU était proposé par quasiment tout l'échiquier politique aux dernières présidentielles. Dans son rapport, le général Daniel Menaouine, responsable, en 2018, du groupe de travail sur le SNU déclare entre-autre : « ...chaque génération doit, autour de sa majorité, prendre conscience des enjeux de la défense et de la sécurité nationale, s'approprier les moyens d'en comprendre les outils et discerner le rôle que chacun peut y jouer ». Dès juin 2019, ce premier contingent de « volontaires » de 13 départements « pilotes », âgé de 15 à 16 ans est destiné à être incorporé pendant 1 mois, dont 15 jours encasernés en uniforme et réveil à 6 H 30 avec lever des couleurs et hymne national. Les 180 « encadrants » ont été formés à l'École militaire de Saint-Cyr. Une deuxième « fournée » de 40 000 jeunes est prévue en 2020, avec la perspective d'obliger toute une classe d'âge (800 000 adolescents) à y participer par la suite. La phase 1, obligatoire après la classe de troisième, entre 15 et 18 ans, comprend un temps de cohésion (quinze jours en hébergement, centrés sur les valeurs, les savoir-faire et savoir-être) et un temps de même durée portant sur le projet collectif ... La première des filières est celle liée à la défense et à la sécurité nationale entendues dans leur acception la plus large. La phase 2 est celle de « l'engagement volontaire pour une durée de trois à six mois, avant 25 ans... Cette période pourrait aussi être celle de la préparation militaire ». Tout en insistant sur « l'efficacité souvent démontrée des méthodes militaires de formation », le rapport du général note « qu'une minorité, qu'on espère réduite, rechigne à se soumettre à cette exigence et ne mérite pas qu'on mette en danger l'ensemble du système. » Et le général Menaouine ajoute : « On ne doit pas dissimuler l'ampleur des oppositions qui, sans doutes minoritaires aujourd'hui, pourraient demain concerner, de manière plus significative, les principaux intéressés, c'est-à-dire les jeunes et leurs organisations. » Sachant que des antimilitaristes existent encore en France, le général prévient : « Il est aisé de caricaturer le projet, en méconnaissant ses dimensions novatrices : on pourrait y voir le simple rétablissement d'un service militaire vaguement "civilianisé", improvisé, bricolé et reposant sur une critique implicite de la jeunesse par des générations plus âgées, qui n'ont d'ailleurs pas fait de service militaire et peuvent ainsi l'idéaliser, mettant en cause l'absence de valeurs, l'irrespect pour l'autorité ou les institutions, regrettant l'individualisme et appelant à la solidarité sans risque puisqu'elle ne concerne pas ceux qui la vantent ». A noter que le ministère des Armées n'a pas voulu s'occuper de l'accueil des « appelés » et n'a pas accepté de consacrer une part de son budget à l'organisation du SNU. C'est donc le ministère de l'Éducation nationale, déjà en difficulté, et le secrétaire d'État, Gabriel Attal, qui sont chargés de lancer le dispositif. Gabriel Attal déclare que le SNU « n'est pas un service militaire » et il ajoute « [le président de la République] a toujours été clair aussi sur le fait que les militaires seront présents dans le SNU. D'ailleurs, l'architecture initiale a, en partie, été construite par le général Menaouine et son groupe de travail. Les militaires participeront à la formation des encadrants et à une partie de l'encadrement ainsi qu'aux interventions, notamment pour les modules défense, résilience ou cohésion en plein air. J'y travaille avec mes collègues Florence Parly, ministre des Armées, et sa secrétaire d'État, Geneviève Darrieussecq, et j'ai rencontré le chef d'état-major des armées, le général Lecointre, pour avancer avec lui sur ces sujets ». Des sénatrices et des sénateurs se sont étonnés que les parlementaires n'aient pas été consultés sur le SNU et qu'ils aient appris par les médias son lancement. Ils reprochent le flou du projet sur le financement et s'interrogent sur la base légale de l'organisation de la phase-test. Il s'agissait en effet de regrouper, dès le 16 juin 2019, 3 000 jeunes mineurs, dans des « maisonnées » situées dans treize départements : les Ardennes, le Cher, la Creuse, l'Eure, la Guyane, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Saône, la Loire-Atlantique, le Morbihan, le Nord, le Puy-de-Dôme, le Val-d'Oise, le Vaucluse. Certaines régions ont mis à disposition des lycées, d'autres comme dans les Hautes-Pyrénées, un centre d'hébergement de l'association des pupilles de l'enseignement public (Pep) à Artigues.

Les responsables du lancement du SNU, civils et militaires, ont choisi d'éviter, dans un premier temps, le terme « obligatoire » et utilisent les méthodes de la publicité pour attirer les jeunes dans leur projet : commencer par une période axée sur le volontariat et faire miroiter des avantages (comme la possibilité d'obtenir le permis de conduire et de se préparer à de nouveaux métiers). Il est intéressant de savoir que 25% des jeunes consultés pendant leur « journée défense et citoyenneté » obligatoire ont dit qu'ils n'avaient **pas du tout** envie de faire leur SNU. En juin 2018, quatorze organisations de jeunesse se sont opposées à un SNU obligatoire. En septembre 2018, l'historien Bernard Girard consacre au SNU plusieurs articles de son blog sur Médiapart. Ils ont pour titre : « SNU : surveiller et soumettre », « Un projet qui vise les plus jeunes toujours plus jeunes ». Il remarque : « Le recours à la désobéissance civile ! Un peu lourd à porter, quand même, quand on n'a que 15 ou 16 ans » et enfin : « Boycottons le Service national universel ». En décembre 2018, la Libre-Pensée publiait un document très complet sous le titre : « Le Service national universel ou les nouveaux chantiers de jeunesse », faisant référence à l'époque sombre de la Collaboration. On peut lire : « Il s'agit en fait d'imbiber la société par le militaire. C'est la discipline des consciences qui est recherchée... Dès 15 ans, on va ainsi "bourrer le crâne" des enfants sur la question de la Défense nationale au sein de l'école publique... On va donc faire intervenir des militaires, des gendarmes, des Anciens Combattants, des réservistes de tout poil qui vont parler de la Patrie et de la Défense nationale (nom pudique d'aujourd'hui pour ne pas dire « de la guerre »). Que devient la liberté de conscience de celui ou de celle qui se moque comme de sa première chemise de la cohésion nationale ? ». L'âge précoce du recrutement facilite ce « bourrage de crâne ». Le rapport du général Menaouine mentionnait déjà : « La difficulté est que l'état actuel du droit constitutionnel semble interdire à l'État de se voir reconnaître par la loi le droit d'imposer une obligation de séjour durant un mois et d'activités ultérieures à l'ensemble d'une classe d'âge... L'État ne peut mobiliser la population qu'aux fins de la Défense nationale ».

En 1962, Louis Lecoq, âgé de 74 ans, risquait sa vie dans une longue grève de la faim et obtenait du général de Gaulle le droit à l'objection de conscience au service militaire. En 2019, face au retour des dangers du nationalisme, de la discipline militaire et de la soumission, l'Union Pacifiste Française demande que le Service national universel soit abandonné ou à défaut qu'il garantisse le droit à l'objection de conscience. Les jeunes, filles et garçons, sont menacés par la militarisation de la société. À chacune et à chacun de les informer et de les défendre.

D'après les réflexions de l'Union Pacifiste Française au sujet du SNU

Ta révolte sur notre blog: <http://comitedelarevolte64.over-blog.com>